

Direction générale

Caen, le 8 octobre 2020

Avis sanitaire portant sur le projet d'arrêté préfectoral portant prescription de plusieurs mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans certaines communes de la Métropole Rouen Normandie

Le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, permet aux préfets de rendre obligatoire le port du masque dans les cas où il n'est pas prescrit par le décret, sauf dans les locaux d'habitation.

L'évolution des indicateurs épidémiologiques confirme que le virus circule activement dans le département de la Seine-Maritime.

Le département a été inscrit en zone de circulation active du virus par le décret n°2020-1115 du 05 septembre 2020 et a classé en vulnérabilité élevée par Santé publique France le 29 septembre 2020.

Du 1 au 6 octobre, le taux d'incidence sur 7 jours glissants du département de la Seine-Maritime est supérieur au seuil d'alerte avec 111,8 cas pour 100 000 habitants et l'incidence chez les plus de 65 ans dépasse le seuil d'alerte.

Le taux de positivité est supérieur au seuil d'alerte avec 10.79 % pour le département.

Le nombre de personnes hospitalisées poursuit l'augmentation observée depuis deux semaines, au 7 octobre, 285 personnes étaient hospitalisées, dont 55 personnes en réanimation.

À ce jour, 21 clusters sont toujours en cours d'investigation dans la Seine-Maritime.

Au regard des indicateurs, la Métropole de Rouen Normandie a été classée le 23 septembre 2020 en zone d'alerte renforcée.

Il convient donc de redoubler de vigilance dans le respect des gestes barrières, afin de protéger les plus vulnérables, sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie et plus particulièrement sur les communes les plus densément peuplées présentant des taux d'incidence élevés.

Considérant que :

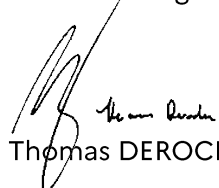
- les activités sportives, notamment dans les établissements couverts, les gymnases, les patinoires et les piscines sont de nature à entraîner des situations de non-respect des gestes barrière,
- les événements dans les lieux ouverts au public ou sur la voie publique (ex: brocantes, vide-greniers, foires...), les rassemblements à caractère festif et familial organisés dans un établissement

- recevant public, les événements festifs à caractère musical entraînent des brassages à forte densité de population et ne permettent pas de garantir l'effectivité du respect des gestes barrière,
- la fréquentation des débits de boisson est de nature à favoriser le non-respect des gestes barrière,
 - un nombre important de signalements de cas confirmés de covid a été identifié en lien avec la pratique d'activités sportives, la tenue d'évènements familiaux et amicaux et la fréquentation des débits de boisson,
 - les brocantes et les vide-greniers constituent des espaces publics dont le niveau de fréquentation et le brassage de population sont de nature à entraîner des situations à risque de non-respect des mesures barrières ainsi et des brassages à forte densité de population .

Les propositions du préfet de Seine-Maritime visant à interdire des activités entraînant des situations à risque de non-respect des mesures barrières et des brassages important de population sont de nature à lutter contre la propagation du virus.

En conséquence, l'agence régionale de santé donne un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral portant prescription de plusieurs mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans certaines communes de la Métropole Rouen Normandie.

Le Directeur général,



Thomas DEROCHE